

AGOA, BOM ET CROISSANCE

Maurice face à  
trois tempêtes

Alors que l'Africa Growth and Opportunity Act arrive à échéance, Maurice est confronté à d'autres défis économiques majeurs : incertitudes commerciales, tensions internes à la Banque centrale et ralentissement de la croissance. Opérateurs et observateurs estiment qu'il faut diversifier les marchés, restaurer la confiance institutionnelle et produire davantage pour rester compétitif.

LEENA GOORAYA-POLIGADOO/FABRICE LARÉTIF

La fin de l'AGOA

L'African Growth and Opportunity Act (AGOA), accord commercial phare entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne, expire le 30 septembre. Pour Maurice, qui exporte une part importante de ses produits textiles et d'autres biens vers le marché américain, son éventuel non-renouvellement soulève des inquiétudes.



L'AGOA  
expire le 30  
septembre

**BERNARD SAMINADEN,**  
OBSERVATEUR POLITIQUE ET  
ÉCONOMIQUE :

« L'impact ne se limiterait pas aux grandes entreprises. Le non-renouvellement de l'AGOA touchera directement des secteurs qui emploient des milliers de Mauriciens : les PME, le textile, le sucre. C'est une menace grave. Mais cette situation doit aussi être un signal d'alarme. Maurice doit accélérer sa diplomatie économique, chercher des marchés alternatifs et se tourner vers des partenaires stratégiques comme la Chine et l'Inde. Miser uniquement sur les États-Unis est devenu trop risqué. »

En chiffres

Rang des États-Unis  
comme destination des  
exportations mauriciennes

4<sup>e</sup>

Valeur totale des  
exportations vers les  
États-Unis en 2024

**Rs 6,8 milliards**

Nombre d'entreprises  
exportatrices

41

Nombre total d'emplois  
dans ces entreprises

**21 000**

Nombre de Mauriciens  
employés

**10 000**

**AMIT BAKHIRTA, CEO D'ANNEAU :**

« L'AGOA a été un véritable levier de compétitivité pour les exportateurs mauriciens. L'avantage le plus important que nous risquons de perdre est notre compétitivité, garantie jusqu'ici par l'AGOA. La suppression des droits de douane sur nos exportations vers les États-Unis, principalement dans le textile, l'habillement, mais aussi dans les produits artisanaux, alimentaires ou de décoration, a permis à nos entreprises de rester attractives. Sans ce régime préférentiel, nous pourrions voir partir des investisseurs étrangers et nos exportateurs, en particulier dans le textile. »



Amit  
Bakhirta.



Bernard  
Saminaden.

**IMRITH RAMTOHUL, CONSULTANT EN INVESTISSEMENT :**

« Plusieurs produits sont exportés vers les États-Unis via au taux préférentiel. Le non-renouvellement de l'AGOA aura des répercussions. Les produits mauriciens perdront en compétitivité. D'autres pas africains sont également concernés par l'AGOA. Si c'est possible de joindre les forces pour négocier un renouvellement, ce serait intéressant. Cependant, on doit se demander si c'est possible de convaincre Donald Trump qui a déjà imposé des tarifs douaniers sur plusieurs pays exportateurs. »

**SANJAY MATADEEN, ÉCONOMISTE :**

« Une bonne partie des exportations mauriciennes vers les États-Unis concerne les primates et le textile. Les primates mauriciens se sont fait un nom sur le marché américain. Maurice pourrait négocier pour une dérogation sur l'exportation de ces produits. En revanche, le tarif douanier de 15 % ne sera pas sans conséquence sur la compétitivité du textile mauricien. Ce sera difficile d'entamer des négociations en deux mois pour renouveler l'AGOA. Les démarches auraient dû être entamées bien avant. »

Maurice traverse une période de turbulence institutionnelle avec la démission de Gérard Sanspeur, second sous-gouverneur de la Banque de Maurice (BoM), le 29 août. Ce départ intervient dans un contexte de désaccord marqué entre Gérard Sanspeur et le gouverneur de la BoM, le Dr Rama Sithanen. La situation a nécessité l'intervention du Premier ministre, Navin Ramgoolam.

Le même jour, les deux responsables ont animé des conférences de presse lors desquelles chacun a rejeté la responsabilité du conflit sur l'autre. Le Deputy Prime Minister, Paul Bérenger, a également pris position publiquement. Selon certains observateurs, ce climat de dissension interne pourrait affecter la perception de la stabilité institutionnelle du pays à l'international. Ce développement survient alors que Maurice cherche à renforcer son image en tant que centre financier régional. Aucune annonce n'a encore été faite quant à la succession de Gérard Sanspeur.

Crise à la BoM : un signal négatif  
pour les investisseurs

**SANJAY MATADEEN :**

« Il faut résoudre cette crise et redonner de la crédibilité à la Banque centrale. Les investisseurs ont besoin des éléments de confiance, de stabilité et de certitude. Le problème de la MIC doit aussi être résolu, tout comme celui de la Silver Bank. La population doit aussi avoir confiance en ces institutions. La BoM doit retourner vers son principal objectif qui est de maintenir la stabilité des prix, de contrôler l'inflation et de réguler le secteur bancaire. »



Sanjay  
Matadeen.

**AMIT BAKHIRTA :**

« Le conflit envoie un très mauvais signal. Ce genre de querelle interne accentue les risques liés à la politique monétaire et aux déséquilibres macroéconomiques. Ce qui fragilise la réputation de notre place financière internationale. Ce linge sale aurait dû être lavé en famille. »

# Une croissance en perte de vitesse

À ces incertitudes commerciales et institutionnelles s'ajoute un troisième défi : la croissance économique. Après une reprise post-covid-19 soutenue, Maurice connaît un ralentissement.

Un ralentissement est observé cette année.



## AMIT BAKHIRTA :

« Dans un contexte de normalisation mondiale, nous tablons sur une croissance réelle d'environ 2,9 % cette année. Statistics Mauritius prévoit 3,1 % en 2025, après 4,9 % en 2024. Les investissements publics : routes, drains, logements sociaux soutiennent l'activité. Mais la consolidation budgétaire risque aussi de peser lourdement. Il faut rester vigilants. »

## BERNARD SAMINADEN :

« Le rythme actuel ne suffit pas à relever les défis du pays. Une croissance de 3 % est insuffisante. Maurice a besoin d'au moins 5 % pour créer des emplois et financer son développement. Pour y parvenir, il faut produire davantage et surtout exporter plus que nous n'importons. Les 22 ambassadeurs récemment nommés devraient jouer un rôle stratégique en ouvrant de nouveaux marchés. Il faut transformer nos relations diplomatiques en opportunités économiques. Le manque de main-d'œuvre est aujourd'hui un frein majeur dans presque tous les secteurs. Si nous ne trouvons pas rapidement une solution, ce déficit humain risque de limiter nos ambitions de croissance. »

## SANJAY MATADEEN :

« Une croissance d'environ 3 % serait le taux moyen d'avant la covid-19. Utiliser les mêmes systèmes et les mêmes bases économiques équivaldrait au même résultat. L'augmentation du taux de croissance nécessite une hausse de la productivité, l'introduction de nouveaux secteurs ou un changement du système économique. La première année du régime en place a été de consolider les bases financières. Il faut une vision, les institutions et les personnes pour diriger celles-ci pour aspirer à une meilleure croissance. »

Imrith Ramtohol.

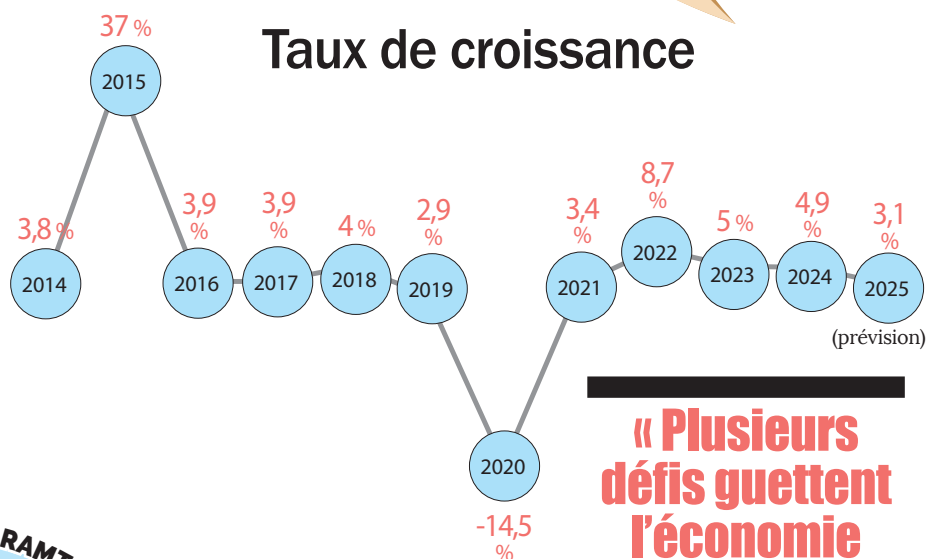
## IMRITH RAMTOHUL :

« L'objectif devrait être de maintenir le taux enregistré l'année dernière, sinon de croître. Pour atteindre un taux supérieur de croissance, il faut par exemple plus d'investissements. Il faut notamment sur le plan politique après les élections de 2024. Le nouveau régime a parlé de restructuration économique suivant la publication du rapport The State of the economy. Voyons ce qu'il adviendra en 2026 sur le plan économique et de la croissance. »

## IMRITH RAMTOHUL :

« La Banque de Maurice est une banque centrale. Ses publications et ses annonces sont suivies de part et d'autre. C'est important que la communication de la BoM reste crédible avant de donner de la confiance aux investisseurs. Ces derniers jours ont été marqués par des publications et des accusations sur les réseaux sociaux et dans la presse. Il faut que la situation se clarifie et se stabilise à la BoM pour la réputation de la juridiction mauricienne. La nomination d'un second sous-gouverneur le plus tôt possible serait également bienvenue. »

## Taux de croissance



**« Plusieurs défis guettent l'économie mauricienne. »**

## Les solutions face à un avenir incertain

La fin de l'AGOA, les tensions à la Banque centrale et le ralentissement de la croissance sont des signaux d'alerte pour Maurice. Mais des solutions existent, selon nos interlocuteurs :

■ Diversifier les marchés au-delà des États-Unis, en exploitant mieux la diplomatie économique.

■ Renforcer les institutions, en garantissant l'indépendance et la crédibilité des organes clés comme la BoM.

■ Repenser le modèle de croissance, en misant sur l'innovation, l'exportation et la main-d'œuvre qualifiée.

■ **Amit Bakhirta** : « Les risques existent, mais ils peuvent être gérés si nous faisons preuve de transparence et de cohérence dans nos choix économiques. »

■ **Bernard Saminaden** : L'avenir de Maurice dépend de sa capacité à se réinventer. Nous devons être agiles, saisir les opportunités régionales et mondiales et ne plus rester figés dans un modèle qui a montré ses limites. »



Les tensions au sommet de la Banque de Maurice pourraient fragiliser la crédibilité internationale du pays.

## BERNARD SAMINADEN :

« Lorsqu'une institution clé comme la Banque centrale est fragilisée, les investisseurs perçoivent de l'incertitude. Or, la BoM n'est pas là pour faire du business comme ce fut le cas avec la MIC, mais pour assurer la stabilité de la roupie et contrôler l'inflation. Aujourd'hui, ce conflit relève davantage d'un affrontement d'ego que d'une divergence de stratégie. Il faut réformer le modèle. Il est important de restaurer la confiance également. Pourquoi ne pas s'inspirer de l'exemple britannique qui avait confié la Banque d'Angleterre à un gouverneur canadien ? Maurice pourrait aussi envisager de nommer un gouverneur étranger, indépendant, avec une vision élargie des dynamiques financières mondiales. »